

En Chine, les entreprises notent leurs clients

Alibaba évalue la solvabilité de ses clients avec les crédits Sésame. La notation des consommateurs s'étend

SHANGHAÏ - correspondance

Avant d'accepter de vendre son purificateur d'air pour 200 yuans (25 euros), Lei Zheng a posé une dernière question à son acheteuse potentielle : « Quelle est votre note de crédit Sésame ? » Le crédit Sésame est une invention d'Alibaba, le champion chinois du commerce en ligne. Grâce aux montagnes de données amassées sur ses utilisateurs, Alibaba est en mesure d'évaluer leur solvabilité. Le site de vente d'objets d'occasion Xianyu, aussi propriété d'Alibaba, n'impose pas à ses utilisateurs de s'échanger leurs notes de crédit, mais pour Lei Zheng, col blanc shanghaien, c'était plus rassurant. « Sur une plate-forme où on interagit avec des inconnus, les crédits Sésame donnent déjà une première base de confiance », justifie-t-il.

Lancé en janvier 2015, le système des crédits Sésame devait être un moyen d'évaluer la solvabilité des consommateurs chinois, dans un pays où le crédit est peu développé. Comme Ant Financial, la branche financière d'Alibaba, désormais indépendante, sept autres entreprises avaient reçu des licences pour opérer des activités de notation de solvabilité, dont China Rapid Finance, partenaire de Tencent, l'autre géant de l'Internet chinois qui dispose des données de WeChat, le premier réseau social chinois aux 900 millions d'abonnés. Objectif : développer l'accès au crédit dans un pays où seuls 25 % des habitants ont une note de crédit, contre 89 % aux États-Unis.

Pour les autorités, favoriser l'accès au crédit est vital pour réussir la transition d'une économie fondée sur l'investissement et l'industrie lourde à une économie tirée par la consommation intérieure. D'après Ant Financial, le succès est là : les petits consommateurs, dépensant moins de 1000 yuans par mois (130 euros), se mettent à dépenser 50 % de plus quand ils ont recours à Hua-bei (littéralement : « dépense ! »),



le service équivalent d'une carte de crédit, offert par Alipay.

Ant Financial a pris une longueur d'avance. A la tête des plus grandes plates-formes d'e-commerce du pays, Taobao et Tmall, et d'Alipay, le portefeuille électronique de la firme, par lequel passent les achats de 450 millions de Chinois, à la fois sur Internet, et, de plus en plus, dans des magasins physiques, l'entreprise contrôle 54 % des paiements en ligne dans l'empire du Milieu. Aujourd'hui, presque la moitié des utilisateurs d'Alipay ont activé la fonction crédit Sésame. Les mieux notés accèdent à une longue liste de petits

privileges, comme des réservations d'hôtels sans prépaiement, ou l'accès facilité au crédit dans des banques partenaires.

Manier la carotte et le bâton

Derrière ces initiatives privées, existe un vaste plan des autorités chinoises pour étendre la notation de crédit à toutes les strates de la société : individus et entreprises seraient poussés à la vertu grâce à des notes de crédits sociaux mêlant différents indicateurs. Le texte fondateur, publié en juin 2014 par le Conseil des affaires d'Etat, reste vague quant aux critères et aux applications de

ce plan, mais l'intention est claire : « Autoriser ceux qui sont dignes de confiance à se promener partout sous les ciels, tout en rendant chaque pas difficile pour ceux qui sont discrédités. » Plus loin, le texte détaille : « Il s'agit d'établir une culture de la sincérité et des valeurs traditionnelles, en utilisant des mécanismes incitatifs mêlant des encouragements pour préserver la confiance et des contraintes pour empêcher de la briser. » En d'autres termes, un vaste système de carotte et de bâton pour pousser les Chinois à bien se tenir.

Même si Ant Financial est une entreprise privée, difficile de ne

pas faire le lien avec ce plan gouvernemental, tant le vocabulaire et les mécanismes sont proches. Contactée, une communicante de l'entreprise assure que le système de crédit Sésame est bien indépendant. Mais une nouvelle loi de cybersécurité, entrée en vigueur le 1^{er} juin, obligeant les entreprises qui opèrent en Chine à mieux protéger les données personnelles, leur impose aussi d'ouvrir ces données aux autorités en cas d'enquête.

Pas de quoi émouvoir les foules en Chine, où la protection des données et de la vie privée ne sont pas au centre des débats. Pour bien des Chinois, c'est le prix à payer pour refaire naître un peu de confiance dans la société. Car face aux scandales alimentaires, aux imitations, aux fraudes et autres arnaques, la défiance règne. « J'aimerais bien qu'on arrive à ce qu'une simple signature suffise à valider un contrat, sans toute la bureaucratie actuelle, mais c'est impossible », témoigne Lei Zheng. Il précise toutefois qu'il préférerait que le gouvernement ne s'en mêle pas.

Lam Yiqing, la jeune femme qui lui a acheté le purificateur d'air, a d'abord été surprise par sa demande et a préféré éluder. « Ça m'a fait réaliser l'importance qu'ont prise ces notes de crédits », raconte la jeune journaliste, plus concernée par les sujets de société que la moyenne. « Je sais que les étrangers sont très sensibles sur ces questions de données personnelles, mais ici, ce n'est pas un gros sujet de préoccupation », explique-t-elle.

« Nous encourageons les entreprises à s'unir pour donner des bonus ou à punir les utilisateurs »

WU CHUNGENG
porte-parole du ministère des transports

Car en face, les carottes se multiplient. Depuis mardi 6 juin, une note de crédit Sésame supérieure à 700 permet même de s'épargner un peu de paperasse pour obtenir un visa multi-entrées de cinq ans au Japon, destination prisée des jeunes Chinois. Désormais, plus besoin d'afficher un compte en banque pourvu de 500 000 yuans (65 000 euros). Le Luxembourg, dont les visas donnent accès à l'espace Schengen, ou Singapour offraient déjà cette possibilité.

Dispensés de dépôts de garantie

Autre accélérateur des crédits Sésame, l'explosion des start-up du « partage » d'objets. Grâce à des applications mobiles, les Chinois peuvent utiliser des vélos, mais aussi des batteries de téléphone externes, des parapluies ou des ballons de basket moyennant quelques yuans. A chaque fois, les entreprises demandent un dépôt de garantie, oscillant entre 45 yuans pour un ballon et 300 yuans pour un vélo. Ce qui n'empêche pas les incivilités.

Grâce à des partenariats, Alipay offre à ses clients de nouveaux services à meilleur marché : les clients bien notés sont dispensés de dépôts de garantie. De leur côté, les partenaires accueillent à bras ouverts ces utilisateurs réputés fiables. Alipay a déjà six partenariats avec des sociétés de partage de vélos, dont Ofo, l'un des deux leaders du secteur, qui revendique 30 millions d'utilisateurs.

De leur côté, les jeunes pousses du vélo pourraient également se mettre à utiliser les données qu'elles accumulent pour noter leurs utilisateurs. Le 23 mai, le ministère des transports a publié des recommandations pour l'industrie : « Nous encourageons les entreprises à mettre en place une base de données sur les utilisateurs, et à partager ces données avec les autres plates-formes de crédit. Nous encourageons les entreprises à former des alliances pour partager leurs données, et à s'unir pour donner des bonus ou à punir les utilisateurs », a déclaré Wu Chungeng, porte-parole du ministère.

Sans attendre les autres, Ofo, qui compte Alibaba parmi ses investisseurs, a annoncé, mi-avril, un projet de carte de crédit avec la banque chinoise Citic. ■

SIMON LEPLÂTRE

Pékin mène un vaste plan pour évaluer les citoyens

POUR LE GOUVERNEMENT chinois, le manque de confiance et le non-respect des règles coûtent des centaines de milliards de yuans à l'économie. Pour y remédier, il a un plan. Dans un document truffé de jargon publié en 2014, le conseil des affaires d'Etat chinois, qui tient lieu de gouvernement, traçait les grandes lignes d'un projet visant à développer les « crédits sociaux ». En clair, noter les entreprises et les individus, selon une multitude de critères, afin d'améliorer leurs comportements, pour faire régner la confiance dans une société d'honnêtes gens...

Ce plan commence à prendre forme à mesure que les projets pilotes se multiplient à travers la Chine. Il en existe une trentaine actuellement. Que signifie ce concept ? « Pour les entreprises, il s'agit de vérifier, par exemple, si elles remboursent à temps leurs emprunts, si elles respectent telle régulation ou tel objectif fixés par le

gouvernement ? », explique Mareike Ohlberg, analyste pour le Mercator Institute for China Studies (Merics), un institut de recherche indépendant sis à Berlin, qui a publié une note sur le sujet le 24 mai.

« Pour les particuliers, c'est un tout autre niveau, avec une foultitude de critères, qui vont de votre comportement dans les transports publics au fait que vous rendiez visite à vos parents. Beaucoup d'indicateurs pouvant influencer la note des individus sont actuellement testés dans différentes villes », poursuit la chercheuse.

Mieux réguler en intervenant moins

De ces notes pourrait dépendre l'accès des Chinois aux transports publics (une liste noire des passagers est déjà en place pour les trains), aux logements sociaux, peut-être aussi aux emplois ou aux contrats publics pour les entreprises. Globalement, l'objectif est d'améliorer l'applica-

tion des règles, d'empêcher les fraudeurs de passer à travers les mailles du filet, avec la volonté de mieux réguler en intervenant moins.

Le texte de 2014 promet notamment que ce système permettra de « réduire les coûts des transactions et prévenir les risques économiques, un besoin urgent afin de réduire les interférences gouvernementales dans l'économie et de parfaire le système d'économie socialiste de marché ».

Officiellement, le projet prévoit d'unifier le plus d'informations possibles dans une ou plusieurs bases de données d'ici à 2020. « Personnellement, je doute qu'ils arrivent si loin, explique Mareike Ohlberg. Ils ont mis en place beaucoup de projets, de nouvelles règles localement, mais les problèmes de qualité des données, des statistiques et de travail en commun entre différentes administrations restent importants. » ■

SI. L.



LE MONDE EN 40 CARTES COMPRENDRE LE MONDE... ET LA FRANCE

Un hors-série du « Monde »
100 pages - 8,50 € Chez votre marchand de journaux et sur Lemonde.fr/boutique